

Puis il a poursuivi en citant sir Winston Churchill.

L'hon. M. Pearson: Donnez-en lecture.

L'hon. M. Green: J'en donnerai lecture. Voici ce qu'a dit le chef de l'opposition:

Dans un discours qu'il a prononcé un jour dans cette Chambre, il a loué le rôle du Canada dans les relations internationales. J'oublie les termes qu'il a employés, mais à une occasion, je crois qu'il a employé l'expression "goujon de chaîne", et une autre fois, il a parlé de "lien". Il était certainement d'avis que nous nous acquittions bien de notre rôle d'intermédiaire et d'honnête courtier, et que nous pouvions nous rendre utiles dans l'avenir en continuant à le jouer.

Le défaut du chef de l'opposition, c'est qu'il n'est, au fond, qu'un vieux tory qui a perdu contact avec la réalité actuelle.

L'hon. M. Pearson: Cette insulte ne m'atteint pas!

L'hon. M. Green: Il y a presque trois ans qu'il a quitté les affaires extérieures, et il n'est plus du tout au courant de la situation. Aujourd'hui, il serait extrêmement difficile de trouver deux pays entre lesquels le Canada pourrait jouer le rôle de trait d'union. A mon avis, cette idée du trait d'union est complètement dépassée. Quant à l'adoption, par le Canada, d'une position nette, d'une attitude indépendante, nous avons bien démontré par notre attitude sur la question des essais nucléaires que c'est un fait accompli.

L'hon. M. Pearson: Votre dernière attitude!

L'hon. M. Green: Les libéraux semblent bien s'inquiéter de notre attitude sur les essais nucléaires. Nous avons décidé l'an dernier que le moment était venu pour le Canada de se déclarer sans équivoque possible contre tout nouvel essai nucléaire. J'ai exposé notre position là-dessus aux Nations Unies le 24 septembre. Voici ce que j'ai dit:

Les Canadiens sont unanimes à souhaiter la fin des essais nucléaires.

L'hon. M. Pearson: Le ministre nous citerait-il la phrase qui suit? Elle est très importante.

L'hon. M. Green: Oui, la voici:

Il est vrai que les principales difficultés sont encore à résoudre; elles se rattachent toujours à la question de contrôle.

L'hon. M. Pearson: Exactement!

L'hon. M. Green: Nous nous sommes déclarés contre tout autre essai nucléaire, et comme je l'ai expliqué, nous nous sommes même resignés, à cause de cette attitude, à voter contre la France sur la question des essais du Sahara.

L'hon. M. Pearson: Puis-je poser une question au ministre?

L'hon. M. Green: Oui.

L'hon. M. Pearson: Je ne veux pas interrompre le ministre dans son très intéressant discours, mais il s'agit d'un point très important. Dans les paroles qu'il a prononcées lui-même en septembre dernier, le ministre a dit que le Canada est contre tout nouvel essai nucléaire, et il a cité ensuite une phrase de ce discours qui déclare que le noeud du problème réside dans la question de contrôle. Le ministre aurait-il la bonté de tirer cela au clair?

L'hon. M. Green: Je ne sais qui pourrait éclaircir la chose plus que je ne l'ai fait. Le gouvernement canadien est opposé à tout autre essai nucléaire, et il a toujours été du même avis, depuis que pareille attitude a été prise aux Nations Unies.

M. l'Orateur: Je regrette de devoir interrompre le ministre, mais je dois lui dire que son temps de parole est écoulé, à moins que la Chambre ne consente à l'écouter davantage.

L'hon. M. Chevrier: Que le ministre continue.

M. l'Orateur: La Chambre est-elle disposée à accorder du temps supplémentaire au ministre?

Des voix: D'accord.

L'hon. M. Green: Je remercie les honnables députés de leur considération.

Comme en fait foi la page 994 du hansard, l'honorable député d'Essex-Est disait,—et encore une fois il y avait divergence de vues entre lui et le chef de l'opposition:

L'essentiel de ma question tient à la réponse qu'il a faite hier quand il a dit que le Canada s'était prononcé pour l'abolition des essais nucléaires. Je ne m'en prends pas à cette attitude.

Il a demandé ensuite comment nous pouvions afficher telle attitude alors que certains de nos co-membres du comité des dix étaient d'un avis différent. Il a dit, comme en fait foi la page 994 du hansard du 10 février dernier:

...nous pourrions nous retrouver sur le même pied que l'Union soviétique, à supposer que l'URSS n'insiste pas sur la réglementation de ces explosions. Il se peut qu'en définitive, notre attitude soit la même que celle de la Russie, s'opposant à celle que pourraient prendre le Royaume-Uni et les États-Unis, s'ils continuent à exiger la réglementation même à ce niveau.

Encore une fois, tout ce que je peux dire, c'est que nous sommes opposés à ces essais, que les États-Unis ou le Royaume-Uni le soient ou non. Cette année, nous poursuivrons cette politique au sein du comité sur le désarmement.

L'hon. M. Pearson: Le ministre voudrait-il nous expliquer alors ce que son secrétaire parlementaire (M. Nesbitt) entendait lorsqu'il